

# France & Monde → Actualités

**ÉDUCATION** ■ La FEP CFDT, syndicat majoritaire dans l'enseignement privé, se félicite du plan *Brisons le silence*

## « Il faut de la transparence »

Permettre à la parole, même anonyme, d'être prise en compte, entendue en dehors de l'établissement, est une avancée majeure.

Sophie Leclanché

« Les contrôles ont été instaurés l'année dernière », rappelle Valérie Ginet, secrétaire générale adjointe de la FEP-CFDT. Parce que, « pendant des années, les établissements privés n'étaient pas particulièrement contrôlés à moins qu'il y ait un signalement.

Il n'y avait ainsi aucun contrôle systématique des établissements. En 2023, le rapport de la Cour des comptes et le rapport parlementaire Vannier-Weissberg, la même année, ont pointé qu'« il n'y avait aucun regard de l'État sur les fonds » alloués « à l'enseignement privé. C'est à ce moment-là, et après que nous également, organisation syndicale (NDLR : la FEP-CFDT est majoritaire dans l'enseignement privé) en avons fait la demande, que les contrôles se sont mis en place, en 2024. C'était des contrôles administratifs, pédagogiques



PARIS. Le collège Stanislas, cible de critiques en 2024 pour ses propos discriminatoires. TH. SAMSON/AFP

et financiers ». La loi Debré de 1959, qui a bordé l'enseignement libre, ne prévoyait aucun contrôle systématique. « Il y avait une sorte de confiance réciproque entre l'État et les établissements privés » rappelle Valérie Ginet. Mais la Cour des comptes le souligne, « il n'y a aucune transparence ».

« Les contrôles annoncés par Elisabeth Borne sont

d'un autre type. Ils s'inscrivent dans un plan nommé "Brisons le silence", et ils visent les violences physiques, morales et sexuelles au sein des établissements privés sous contrat [...] Il s'agit - et c'est très nouveau - d'organiser une remontée systématique de tous les faits de maltraitance sur une application "Faits établissements" préalablement disponibles

pour les établissements publics et qui va être ouverte au privé. »

### Recueillir la parole

Les faits dénoncés devraient remonter directement au rectorat, « afin que ce ne soit pas réglé en interne » appuie Valérie Ginet. Le plan Borne, décrété sous la poussée des affaires inaugurées par celle de Notre-Da-

me-de-Bétharram, « va dans le bon sens de ce que nous demandions depuis longtemps ».

Il est prévu, outre le déploiement du contrôle dans 40 % des établissements privés sous contrat d'ici 2027, de « recueillir la parole des élèves en internat avec un questionnaire anonyme ». C'est aussi « le climat » qui règne dans les établissements qui devra être jaugé à l'occasion des contrôles étatiques.

### 20 % de précaires

Les faits dénoncés, aujourd'hui, par les anciens élèves sont datés. En substance, Valérie Ginet ne croit pas que « cela n'existe plus du tout aujourd'hui mais les baffes, les châtiments corporels, ... on n'en entend plus du tout parler. Car les parents d'aujourd'hui n'accepteraient jamais que leurs enfants soient traités de la sorte. Il y a tout un pan qui relève de l'histoire ancienne. Mais les violences morales comme le harcèlement, les agressions sexuelles, peuvent encore exister aujourd'hui. Si elles ne sont pas dénoncées, c'est parce qu'il n'y a pas de liberté de parole. Il faut libérer la parole des enseignants. À Béthar-

ram, une enseignante, Françoise Gullung a essayé de parler à sa direction et à François Bayrou, alors ministre de l'Éducation : on ne l'a pas écoutée et on l'a envoyée enseigner ailleurs ».

« Difficile de se lever contre toute une institution »

« Dans l'enseignement privé, poursuit-elle, il y a aussi 20 % de non-titulaires dans des situations précaires [...] Il y a beaucoup de pression qui empêche de parler. Il y a quand même eu des signalements. Pour le collège Stanislas, par exemple, pour des faits de discriminations, d'homophobie... À Compiègne, pour des atteintes à la laïcité mais à chaque fois, les enseignants sont pris à partie. C'est difficile pour un enseignant de se lever contre toute une institution ».

Les périodes « pas de vague », il y en a dans le privé mais aussi dans l'enseignement public. Aujourd'hui on sait que « pour le bien de tout le monde, il faut de la transparence » et un espace pour être entendu. ■

### → VITE DIT

**SIMPLIFICATION.** François Bayrou s'est dit résolu hier à rendre aux préfets leur « pouvoir de dérogation » dans « les jours et les semaines qui viennent » pour lutter contre la surproduction de normes parfois contradictoires et simplifier l'action des collectivités. Invité par les sénateurs aux « Assises de la simplification », le Premier ministre a dit que l'exécutif avait l'intention de « réduire le nombre de normes nouvelles » et « d'en améliorer la qualité ». Une proposition de loi a été déposée au Sénat. Le sénateur (LR) du Cher, Remy Pointereau, l'un des porteurs du texte, a expliqué souhaiter « créer de nouveaux régimes législatifs de dérogation aux normes », citant notamment la possibilité « de déroger au code de l'environnement afin de préserver l'existence d'ouvrages hydrauliques tels que les moulins ». ■

**DÉFENDRE LES UNIVERSITÉS.** Étudiants et chercheurs se sont mobilisés jeudi pour défendre les universités et la recherche contre les attaques politiques et les restrictions budgétaires en France et aux États-Unis, avec des manifestations dans l'Hexagone. ■

**GAZ RENEUVELABLE.** La production de gaz renouvelable en France, principalement par méthanisation, a augmenté en 2024 en dépit d'un net ralentissement des nouvelles installations, selon le 10<sup>e</sup> panorama des gaz renouvelables publié hier. La France a produit 11,6 térawattheures (TWh) de biométhane l'an dernier, pour 9,1 TWh en 2023 (+ 27 %). C'est l'équivalent de la consommation d'éner-

### Maternelle chassée

Les parents de l'école maternelle Émile-Zola, située à Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis), ont voté, hier, pour déménager dès la fin du mois d'avril quelques classes de l'établissement situé en plein milieu d'un quartier miné par le trafic de stupéfiants. « Les parents d'élèves de l'école maternelle Émile-Zola se sont exprimés : la proposition de transférer les quatre classes dès la rentrée des vacances de printemps a été majoritairement retenue », a écrit sur X (ex-Twitter) le maire socialiste de la ville située au nord de Paris, Karim Bouamrane. ■

gie de 756.000 foyers ou 40.000 camions et bus, précise le rapport annuel de la filière (Syndicat des énergies renouvelables- ER -, Gaz et Territoires, GRDF, Natran et Teréga). ■

**RÈGLES ENVIRONNEMENTALES.** Le Parlement européen a approuvé hier le report de l'entrée en vigueur de deux lois qui imposent aux entreprises de nouvelles règles environnementales et de respect des droits humains sur leurs chaînes de production dans le monde que les organisations patronales jugeaient trop contraignantes. Il repousse aussi à 2028 l'obligation de publication d'informations en matière de durabilité (CSRD) pour les entreprises tenues de le faire à partir de 2026 ou 2027. Un accord a eu lieu entre droite, sociaux-démocrates, centristes de Renew et Verts pour voter le report. ■

**PARIS**  
CAC40  
-3,31%  
7 598,98

**PÉTROLE BRENT**  
-5,10%  
69,84 USD

jeudi 3 avril 2025

**BITCOIN**  
-2,78%  
82 190,21 \$

**ETHEREUM**  
-4,43%  
1 786,05 \$

SMIC : 11,88 € / heure Inflation : 0,80 %

### Valeurs composant l'indice CAC40

Nom	Cours	Var	31/12	Nom	Cours	Var	31/12	Nom	Cours	Var	31/12	Nom	Cours	Var	31/12
Accor	40,34	-5,33	-14,24	Crédit agricole	16,47	-3,32	+23,93	Legrand	93,14	-5,84	-0,96	Schneider Elec.	203,00	-5,58	-15,73
Air Liquide	174,30	-2,14	+11,08	Danone	72,98	+3,64	+12,07	LVMH	542,90	-5,62	-14,57	Société générale	38,58	-5,26	+42,03
Airbus	158,02	-2,90	+2,09	Dassault Syst.	33,84	-4,62	+1,01	Michelin	32,00	-1,72	+0,63	Stellantis Nv	9,37	-8,12	-25,89
Arcelormittal	24,85	-6,68	+10,79	Edenred	30,10	-0,27	-5,20	Orange	12,42	+3,54	+29,00	Stmicroelectro.	18,24	-8,41	-24,85
Axa	39,73	-1,66	+15,76	Engie	18,92	+2,63	+23,58	Pernod Ricard	90,04	-3,78	-17,39	Teleperf.	88,56	-1,93	+6,54
BNP Paribas	73,70	-5,21	+24,45	Essilorluxottica	248,30	-7,21	+5,39	Publicis Groupe	84,58	-3,54	-17,88	Thales	252,40	+2,48	+82,04
Bouygues	37,06	+0,19	+29,85	Eurofins Scient.	49,33	+1,40	+0,04	Renault	45,54	-3,98	-3,21	Totalenergies	56,60	-4,73	+6,05
Bureau Veritas	26,84	-4,35	-8,52	Hermes Intl	2 339,00	-3,51	+0,73	Safran	233,20	-4,58	+9,95	Unibail-rodam.	74,62	-4,38	+2,61
Capgemini	135,15	-3,46	-14,54	Kering	177,58	-7,51	-25,46	Saint Gobain	88,64	-4,57	+3,43	Veolia Environ.	32,60	-0,12	+20,25
Carrefour	13,51	+1,47	-1,64	L'Oreal	350,90	-1,50	+2,65	Sanofi	99,72	-0,68	+6,38	Vinci	117,75	-0,42	+18,06
<b>Valeurs régionales</b>															
Carbios	5,78	-3,51	-13,86	Haulotte Group	2,48	-12,98	-6,77	Maison A. Baud	280,00	0,00	+12,00	NSE	37,20	-13,69	+28,72
Casino Guich.	0,55	-3,20	-49,75	Le Tanneur	2,68	0,00	0,00	Metabolic Ex.	0,12	0,00	-68,95	S.e.b.	79,45	-5,53	-9,20
CRCAM Loire	68,00	-1,16	+9,78	Legrand	93,14	-5,84	-0,96	Michelin	32,00	-1,72	+0,63	Vilmorin & Cie	63,70	0,00	+39,85

**Chute**  
Les marchés étaient manifestement mal préparés. L'annonce pourtant programmée de longue date d'une hausse substantielle des droits de douane américains a provoqué une vague de vente qui s'est accentuée au fil de la journée. L'indice CAC40 a clôturé la séance en baisse de 3,31%.

Nom	Cours	Var	31/12
Lingot 1kg	91 790,00	-2,66	+14,04
Napoléon	550,00	-0,49	+14,61
Union latine	523,00	-2,24	+5,66
20 frs Suisse	520,00	-5,83	+6,58
10 florins	577,00	+2,30	+14,73
Souverain	691,00	-4,69	+18,73
20 dollars	2 706,00	-14,90	-1,24
50 pesos	3 435,25	-2,68	+11,00

Nom	Cours	Var	31/12
USD	1,11	+2,72	+6,81
CAD	1,56	+1,01	+4,60
GBP	0,84	+0,84	+1,50
SEK	10,72	-0,40	-6,44
NOK	11,42	+1,32	-3,15
SKK	30,13	0,00	0,00
HKD	8,63	+2,67	+6,97
JPY	162,17	+0,59	-0,55